

## **Session Plénière du 13 avril 2023**

### **Vœu présenté par les groupes « Ecologie et Solidarité » et « Communiste et Républicain » L'Etat ne doit pas abandonner l'agriculture biologique**

#### **Réponse du Groupe Rassemblement national et Alliés - Michel CHASSIER**

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire, la transition ne se décrète pas.

L'agriculture a connu des évolutions considérables depuis la fin de la dernière guerre, permettant à la France d'assurer son indépendance alimentaire, c'était l'objectif fixé à la Libération, mais aussi de devenir la 2<sup>ème</sup> puissance agricole mondiale.

En même temps le nombre d'exploitations agricoles est passé de 2,5 millions à un environ 400 000.

C'est dire l'effort d'adaptation considérable et constant qu'ont dû soutenir les agriculteurs, et ce serait leur faire insulte que de rejeter sans autre forme de procès l'agriculture traditionnelle, qui est souvent décrite de manière caricaturale, les agriculteurs étant accusés de taux les maux.

Oui nous avons toujours besoin de cette agriculture, qui demeure indispensable pour nourrir les hommes, puisque c'est la première fonction de l'agriculture, mais aussi pour d'autres usages.

Et nous savons tous que des progrès importants ont été réalisés sur l'utilisation des intrants et des produits phyto-sanitaires.

L'agriculture biologique s'est développée depuis quelques années pour répondre à une demande, mais n'est pas en mesure de répondre en volume aux seuls besoins nationaux.

Nous devons garder en mémoire l'exemple du Sri Lanka où la décision gouvernementale d'une transition forcée au bio a conduit à une crise alimentaire particulièrement grave.

Aujourd'hui nous constatons un tassement de la demande ne produits bio principalement en raison de l'inflation, qui touche fortement les produits alimentaires.

Cela remet en cause le modèle de l'agriculture biologique, obligé de compenser une moindre productivité par des prix plus élevés, et fragilise les producteurs, dont certains d'ailleurs abandonnent la filière.

Nous avons alerté lors de l'élaboration du SRADDET en disant que les objectifs de surfaces en bio nous paraissaient irréalistes, les faits nous donnent raison.

Nous devons peut-être modifier nos ambitions.

Mais bien sûr le problème est national, et votre vœu s'adresse à l'Etat, mais nous ne pouvons le voter dans la rédaction qui nous est présentée.